

Compte rendu

Ouvrage recensé :

Pearce, Jenny, *Promised Land : Peasant Rebellion in Chalatenango, El Salvador*. London (Engl.), Latin America Bureau, 1986, 332 p.

par Sarah Lumley

Études internationales, vol. 18, n° 3, 1987, p. 690-692.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702237ar>

DOI: 10.7202/702237ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

L'accent mis sur la représentation des masses dans l'appareil de décision donne à la révolution sandiniste un véritable caractère démocratique quoi qu'en dise le Président Reagan. Toutefois, les transformations structurelles les plus importantes se sont faites au niveau économique et c'est à ce niveau que la révolution sandiniste a été la plus innovatrice. L'expropriation des biens de la famille Somoza et la nationalisation des entreprises et des terres souffrant de décapitalisation ont fait du secteur public le principal agent de développement économique au Nicaragua et ont permis la création d'un important secteur coopératif à côté du secteur de propriété privée. Ainsi la coexistence côte à côte de ces trois secteurs a permis de créer un modèle original d'économie mixte et de donner à la révolution sandiniste ce caractère socialiste qu'elle revendique de plus en plus.

Le professeur Klein a présenté et défendu rigoureusement sa thèse tout au long de son étude. Il nous montre l'importance de situer le problème du sous-développement dans son cadre spatial ou géographique. De plus, il démontre une bonne maîtrise des méthodes d'analyse des sciences sociales. Ainsi, il a fait une utilisation maximale des sources disponibles qu'il a enrichies par une enquête sur le terrain. Il a d'ailleurs divisé son enquête en deux volets. Dans un premier temps, il a procédé en août 1982 et juin 1983 à 23 entrevues enregistrées auprès de différents responsables de secteurs, directeurs de programmes ou dirigeants syndicaux nicaraguayens. Il a ensuite administré un questionnaire auprès d'un échantillon de 185 travailleurs d'El Limon au cours du mois de juin 1983. Son étude est assortie de pas moins de 19 tableaux et 7 graphiques. Le tout est agrémenté de 13 photos.

Si un des buts avoués de l'auteur consistait à nous présenter la révolution sandiniste non dans le cadre d'une étude théorique mais comme une expérience vécue par tout un peuple, son analyse demeure toujours critique et il sait déceler et indiquer les faiblesses de la révolution sandiniste. Il reconnaît dès le début de son livre que les difficultés inhérentes à la lutte contre l'agression extérieure ne sont pas

les seules confrontant les sandinistes dans la réalisation de leur révolution. Les réalisations de la révolution ont été ralenties par l'absence d'une infrastructure nationale et le manque d'expérience politique et administrative de ses cadres intermédiaires. Aussi, cette attitude permet au professeur Klein de soutenir qu'en dépit de certains tâtonnements et erreurs de parcours, des progrès remarquables ont été réalisés pendant les premières années de la révolution sandiniste et que celle-ci représente une réponse au défi du développement régional et un exemple pour tous les autres pays d'Amérique latine.

Gilles VANDAL

Département d'histoire
Université de Sherbrooke, Canada

PEARCE, Jenny, *Promised Land: Peasant Rebellion in Chalatenango, El Salvador*. London (Engl.), Latin America Bureau, 1986, 332p.

L'écrivain salvadorien Manilio Argueta affirme dans le prologue de ce livre que: « Notre histoire n'est pas très différente de celle des autres peuples de l'Amérique du Sud. Pourtant, les caractéristiques de chaque pays contribuent à expliquer les origines de la lutte transcendante dans laquelle chaque région est engagée » (p. 1).

En général les pays d'Amérique latine partagent trois caractéristiques importantes: des siècles sous l'autorité coloniale de l'Espagne, une église catholique solidement implantée, et l'expérience de l'intervention étrangère (en particulier celle des États-Unis). Un modèle commence à émerger. Le gouvernement colonial de l'Espagne a établi une oligarchie riche et puissante et a enfermé le pays dans un système économique rigide fondé sur la culture des récoltes d'exportation pour remplir les demandes des marchés éloignés. Dans le cas du Salvador, ce fut d'abord le cas avec l'indigo et plus tard avec le coton et le café. Avec « l'indépendance », le gouvernement colonial étranger a cédé la place à une autonomie néo-coloniale sous la gouverne de laquelle les

paysans n'ont pas prospéré, perdant de vastes étendues de terre aux plantations de coton et de café.

Vinrent alors une augmentation de la dépossession des paysans, le chômage, la pauvreté, la rébellion, la division de l'Église, des représailles militaires y compris la torture et le meurtre, et finalement la révolution. Les mêmes choses se produisent dans d'autres pays par exemple au Chili, au Nicaragua et aux Philippines.

Le livre se divise en neuf chapitres dans lesquels les événements sont présentés par ordre chronologique. Une partie du premier chapitre embrasse l'histoire pré-coloniale et coloniale. Le reste du livre est consacré à la description des changements politiques et socio-économiques qui ont eu lieu depuis l'indépendance en 1839. Le gouvernement d'autrefois était formé de propriétaires fonciers les plus puissants du pays. En 1879, le gouvernement a effectué un inventaire des terres :

Dans l'étude, on a remarqué que beaucoup des terres cultivées étaient sous-utilisées et que celles qui étaient cultivées servaient seulement aux cultures de subsistance. L'idée même de propriété publique, en conclut l'élite dirigeante préoccupée par le commerce, était donc non seulement inefficace mais elle décourageait aussi les paysans de donner leur travail aux nouvelles plantations de café. On soutenait que puisqu'ils pouvaient satisfaire leurs besoins fondamentaux par une agriculture de subsistance, les paysans ne pouvaient augmenter la production ou aller travailler sur les fermes des autres.

Alors :

On a voté une série de lois entre 1879 et 1882 qui traduisait la vision voulant que pour qu'il y ait une expansion de l'agriculture commerciale, toutes les terres devaient être possédées par des individus, en tant que propriété privée (p. 20).

Ainsi il semblerait qu'on ait privé les paysans de leurs terres sous prétexte que les

terres communes avaient été sous utilisées. Tout cela est fort intéressant ! Les principaux avocats de l'allocation des droits de propriété privée (par exemple Hardin, 1968) affirment que la propriété publique entraîne une surexploitation des ressources. Nous nous trouvons donc ici devant une contradiction. L'établissement des droits de propriété privée, dans beaucoup de pays en développement a été justifié par quelque raison que ce soit qui serve les intérêts du gouvernement du moment. Au Salvador, c'était parce que le gouvernement avait besoin de la terre et du travail.

Aux Philippines, même la mer peut appartenir à un particulier, et des parties de l'eau séparées pour attraper du poisson. Il y a aussi la pêche partagée, et l'épuisement des ressources de la pêche semble ne pas être surveillé ou réglementé.

En ce qui concerne les terres agricoles au El Salvador, la situation est semblable et c'est la répartition de la propriété de la terre qui a entraîné la situation actuelle de pauvreté et de guerre civile. L'ouvrage examine et résume les tentatives de réforme agraire. Aucun changement ne semble se dessiner à l'horizon.

Les systèmes antérieurs de réforme agraire ont échoué. Ce fut souvent à cause du poids de la dette et de la vente de terres épuisées et improductives aux paysans. En fait, au El Salvador, comme dans d'autres pays ayant une histoire similaire, la prétendue réforme agraire n'est entreprise que pour la forme devant des étrangers trop attentifs ou des réformateurs locaux capables de fomenter des désordres publics qui peuvent, au mieux, ébranler le statu quo et au pis faire tomber le gouvernement et désorganiser les intérêts stratégiques et commerciaux des puissances étrangères et de l'oligarchie locale.

Le livre contient des passages racontés par des paysans, ce qui les rend plus accessibles au lecteur et traduit souvent les profonds drames individuels vécus par plusieurs. La plupart des informations fournies sont détaillées, convaincantes, et probablement irréfutables.

Il faut espérer que ces informations susciteront l'inquiétude et l'intérêt chez ceux qui connaissent peu le système de gouvernement de pays comme le El Salvador. Ce livre ne plaira guère à ceux qui font partie du système, mais il peut les aider à devenir plus responsables de leurs actions.

Le principal reproche que je ferais à ce livre se situe dans sa présentation. Dans tout le texte, les événements historiques, sociaux et politiques sont incorporés dans des boîtes, ce qui s'avère distrayant et rompt la continuité de l'écriture. Il eut été préférable de les réunir dans un appendice à la fin de chaque chapitre. D'autre part, on se réfère souvent à « Vatican II » et à « Medellin », sans donner d'explications suffisantes. Un commentaire plus détaillé sur l'état de l'économie, en particulier en ce qui concerne les chiffres relatifs aux importations et aux exportations, aux déficits commerciaux, à la dette étrangère, à l'inflation et au chômage, aurait été fort utile. De plus, il eut été intéressant de comparer et de mettre en opposition les caractéristiques socio-économiques du Salvador avec celles d'économies occidentales développées et avec d'autres pays en développement. Le livre aurait enfin gagné en crédibilité si l'on avait tenté d'évaluer les points de vue du gouvernement et des propriétaires terriens.

Il n'y a pas de solutions simples au problème du Salvador. Jorge Sol, ex-ministre de l'Économie, résume sommairement la situation :

À l'heure actuelle, le pays n'est pas économiquement viable. Si jamais nous faisons la paix, nous aurons besoin d'un gouvernement fort... qui reconnaisse que le moyen de rendre viable l'économie du Salvador consiste à créer une économie basée sur la main-d'œuvre, fondée sur la participation du peuple, sur l'emploi permanent, sur ce qui s'appelle de nos jours la propriété sociale (p. 289).

Sarah LUMLEY

*Department of Conservation,
Forests and Lands
East Melbourne, Australie*

WIONCZEK, Miguel S. avec la collaboration de L. Tomassini, *Politics and Economics of External Debt Crisis: The Latin American Experience*, Boulder, Westview Press, coll. « Westview Special Studies on Latin America and the Caribbean », 1985, 496p.

Cet ouvrage est en quelque sorte le prolongement d'une réunion d'experts tenue à Mexico en août 1983 pour faire le point sur les problèmes d'endettement spécifiques à l'Amérique latine. Fruit d'une collaboration entre le Colegio de Mexico, et le Programme d'études conjointes des relations internationales d'Amérique latine de Santiago du Chili, le livre prétend fournir une interprétation latino-américaine d'une crise de l'endettement à propos de laquelle, il faut bien le reconnaître, s'étaient surtout fait entendre les experts des pays industrialisés.

Les seize textes que contient le volume ont été rédigés principalement par des économistes et des experts financiers. Plutôt techniques dans leur ensemble, les textes ont été regroupés sur deux grandes parties. La première porte sur le contexte global de la crise et vise à fournir une analyse détaillée des facteurs explicatifs et de l'évolution de celle-ci. C'est la partie la plus faible du volume dans la mesure où les liens entre les chapitres ne sont pas évidents et parce que plusieurs développements analytiques reviennent d'un chapitre à l'autre. Le traitement de cette partie aurait été bien meilleur si les éditeurs avaient été un peu plus directifs en exigeant que chaque auteur traite d'un aspect particulier à l'intérieur du contexte global de la crise de manière à offrir une analyse structurée de l'ensemble.

La deuxième partie de l'ouvrage rassemble pour sa part une série d'études de cas traitant de la situation et des stratégies individuelles des principaux pays de la région. C'est évidemment la partie la plus intéressante du volume dans la mesure où le traitement de chaque pays a été confié à des experts dont l'analyse, très fouillée, s'appuie sur les données les plus récentes.